

De la marge au centre : la « littérature-monde » et les écritures migrantes

Ching Selao, Université du Vermont

Résumé

Cet article propose de revenir sur la polémique et les réactions entourant la publication du manifeste paru dans les pages du *Monde* en 2007. Il s'agira d'examiner les contradictions et les effets que recouvre la revendication d'une « littérature-monde » en français dont l'avènement signerait « l'acte de décès de la francophonie ». En dénonçant le centralisme parisien qui relègue les écrivains francophones dans les marges, le manifeste proclamait le moment « historique » qu'aurait représenté, en 2006, l'attribution des grands prix littéraires à des « écrivains d'outre-France ». Le centre ne serait plus le centre, même si ces prix ont tous été accordés par ce centre qui, suivant cette logique, a donc joué un rôle de premier plan dans cette « révolution copernicienne ». Par-delà les contradictions évidentes, le manifeste relançait le débat sur les liens entre la langue et la nation et sur les enjeux identitaires, voire politiques, que font régulièrement intervenir les discussions sur les littératures francophones. Au Québec, ces questions avaient déjà été soulevées et débattues au sujet des écritures migrantes, qui ont rapidement acquis une légitimité dans le champ littéraire québécois, malgré la polémique communément appelée « L'affaire LaRue ». D'une polémique à l'autre, force est de constater que n'en déplaise aux « écrivains-monde » comme Alain Mabanckou et Dany Laferrière, les concepts de francophonie et de migration, quoique problématiques, n'en ont pas moins contribué à la reconnaissance des écritures de « l'autre », au point où certains spécialistes de ces littératures en sont maintenant à s'interroger sur la « récupération » institutionnelle des marges.

Mots-clés

Francophonie, littérature-monde, écritures migrantes, langue, littérature, identité

➤ Pour citer cet article :

Selao, Ching. 2017. « De la marge au centre : la “littérature-monde” et les écritures migrantes ». *Zizanie*, dossier « Conflits narratifs et politiques dans l'espace francophone », sous la dir. de Simon Harel et Marie-Christine Lambert-Perreault, vol. 1, no 1 (automne), p. 4-25. En ligne.
<http://www.zizanie.ca/de-la-marge-au-centre.html>.

La francophonie n'en finit pas de soulever des questions, des débats et des controverses. Qu'elle soit orthographiée avec un petit ou un grand « F », rien n'y change, car on a beau dire que la majuscule renvoie à l'institution politique et que la minuscule fait référence à la culture, à la littérature, l'argument ne séduit pas plus qu'il ne convainc. Pourquoi tant de méfiance, de résistance, voire d'hostilité face à un simple mot ? Il est vrai que l'origine du terme est liée à la colonisation, que le mot a été inventé au XIX^e siècle pour mettre en valeur le pouvoir colonial de la langue, le pouvoir colonial *par* la langue. Gisèle Pineau a déjà révélé de façon à la fois ironique et sensible le poids historique associé à ce mot : « Si l'on me traite de francophone pour la gloire de la belle langue française... Ce n'est pas grave. Ce n'est rien... [...] Esclave d'hier, Francophone d'aujourd'hui » (1998, p. 136). Au Québec, le mot n'est cependant pas porteur du lourd héritage des îles et de l'Afrique et l'on se réclame aisément Québécois francophone, pour la distinction et la survie dans l'océan d'anglophones que représente l'Amérique du Nord. L'adjectif ou le substantif est en effet constamment utilisé en politique, dans les médias, dans les rues, surtout pour rappeler aux immigrants — nouveaux arrivants ou ceux arrivés depuis des lunes — que le Québec est et doit rester francophone. Les auteurs ne sont toutefois pas des écrivains francophones, mais des écrivains québécois. Les littératures francophones, ce sont celles des pays du Sud, toujours dépendantes de la France et de son institution littéraire, alors que les écrivains québécois ne dépendent pas de Paris pour être publiés et être lus, même si la consécration passe encore et toujours par là.

En littérature, *to be or not to be* francophone, là est la question. Le refus de cet adjectif par les auteurs francophones ressemble à certains égards au refus de l'épithète « migrant » par les écrivains d'origine étrangère du Québec, quoique ce mot ne soit pas associé à une organisation politique ni à un passé colonial ou esclavagiste. Pourquoi les écrivains refusent-ils des notions qui, bien que problématiques, n'en ont pas moins contribué au questionnement des visions nationalistes ou ethniques de la littérature ? Comment expliquer que les auteurs qui ne cessent de se dire d'aucun pays, libres d'attaches comme leur imaginaire, en sont venus à voir la francophonie comme « le dernier avatar du colonialisme » (Collectif, 2007, p. LIV2) et les écritures migrantes comme un « ghetto » ? La francophonie telle que promue par le poète-président Léopold Sédar Senghor, qui a ressuscité le mot très peu utilisé avant son appropriation, ne se voulait-elle pas, malgré ses visées politiques, une ouverture au monde ? Et la migration, au Québec, n'était-elle pas un concept confrontant le soi et l'autre en interrogeant les scléroses identitaires ?

La conquête du « monde » par Paris

Le plus connu des nombreux écrivains réfractaires aux étiquettes est bien sûr Dany Laferrière, qui a la chance — ou le malheur, selon lui — de faire partie

autant des corpus francophones que migrants. Avec une œuvre importante qui voyage principalement entre Haïti et le Québec, avec quelques détours en terre états-unienne, Laferrière écrivait, en 2000, après avoir été invité un peu partout dans le monde en tant qu'écrivain migrant ou caribéen pour parler des dix volumes qui constituaient ce qu'il a lui-même appelé son « autobiographie américaine » :

Voilà, je décide, aujourd'hui, que je suis fatigué de tout cela. Fatigué de gratter du papier. Fatigué de barboter dans l'encre. Fatigué aussi de regarder la vie à travers la feuille de papier. Fatigué surtout de me faire traiter de tous les noms : écrivain caraïbéen (*sic*), écrivain ethnique, écrivain de l'exil. Jamais écrivain tout court (2001 [2000], p. 38).

Dans ses entretiens avec Bernard Magnier, Laferrière disait devoir se battre contre les étiquettes et en ajoutait quelques-unes (« écrivain immigrant », « écrivain du métissage », « écrivain postcolonial », « écrivain noir » et « écrivain francophone »), abordant cette fois son refus avec humour :

Le premier qui écrit que j'ai un style tropical et solaire, je lui casse la gueule. Est-ce si difficile de dire d'un type qui écrit qu'il est un écrivain ? Voilà, je le redis pour la centième fois, au cas où vous auriez manqué le début : je veux être pris pour un écrivain, et les seuls adjectifs acceptables dans ce cas-là sont : un « bon » écrivain (ce qualificatif a bien entendu ma préférence) ou un « mauvais » écrivain. À la limite, je préférerais qu'on dise que je suis un mauvais écrivain tout court plutôt que d'être qualifié de bon écrivain haïtien, caraïbéen (*sic*) [...] ou exilé (2000, p. 105).

Huit ans plus tard, ce n'était plus la fatigue ni l'humour qui faisait dire au narrateur de *Je suis un écrivain japonais* qu'il « ne se sen[t] pas plus caribéen qu'un Proust qui a passé sa vie couché » (p. 27), mais bien l'exaspération. Une exaspération qui traduisait celle de l'auteur qui, au moment de la parution de ce roman, affirmait que les universitaires sont des « agents d'immigration » et des « réducteurs de tête » et déclarait du même souffle : « Être étiqueté sur quelque chose qui est le point focal de la liberté, être étiqueté à partir de la création est une chose absolument incroyable... Que je sois un écrivain migrant dans les anthologies me tue » (Desmeules, 2008). « Écrivain migrant », « écrivain caribéen », « écrivain francophone », autant d'expressions qui irritent, pour ne pas dire assassinent l'auteur qui voudrait être pris au sérieux et considéré comme un « écrivain tout court », c'est-à-dire un *vrai* écrivain. Le vœu de Laferrière a été exaucé en 2009 avec la réception très enthousiaste en France de *L'énigme du retour*, qui lui a notamment valu le prestigieux prix Médicis. Mais la consécration a-t-elle fait disparaître les épithètes indésirables ? Pas vraiment, car la presse française présentait aussi Laferrière comme un écrivain haïtien vivant à Montréal, ou encore un écrivain québécois ou canadien d'origine haïtienne. Là où les choses semblent avoir changé, c'est que ces mots venant du centre n'étaient plus aussi « meurtriers ». Celui qui rêvait d'être un « écrivain tout court » n'a en effet pas

exprimé son agacement de voir *L'énigme du retour* en lice dans la catégorie « roman français » pour le Médicis, conférant indirectement à l'auteur la prestigieuse étiquette d'« écrivain français ». Certes, un prix comme le Médicis ne se refuse pas. Mais déjà, en recevant — à la suite de Patrick Chamoiseau, premier récipiendaire — le prix Carbet de la Caraïbe en 1991 pour *L'odeur du café*, Laferrière faisait preuve de ce qu'il faut bien appeler de la complaisance. Tout en se défendant corps et âme contre les catégories ou les mouvements littéraires, allant jusqu'à dire qu'il n'en a « rien à foutre de la créolité, du métissage ou de la francophonie » (Laferrière, 2000, p. 32) et à qualifier la créolité de « véritable diarrhée verbale [qui] s'est emparée d'un chapelet d'îles » (p. 226), il se justifiait devant Bernard Magnier — qui lui rappelait qu'il avait quand même reçu et accepté le prix Carbet :

Je suis très heureux d'avoir reçu ce prix prestigieux [...]. C'est un prix important pour moi à cause de la qualité du jury, qui comprend des gens comme Michael Dash, de Trinidad, Nancy Morejon, de Cuba, Diva Damato, du Brésil, Maximilien Laroche, d'Haïti, Ernest Pépin, de la Guadeloupe, Lise Gauvin, du Québec, André Lucrèce et Édouard Glissant, de la Martinique (p. 108-109).

Malgré la qualité du jury, ce prix n'a de toute évidence pas fait de Laferrière le grand écrivain qu'il est aujourd'hui.

Pour les écrivains dits francophones, Paris demeure le lieu d'une renommée « internationale ». L'exaltation de la presse québécoise était palpable, à l'automne 2009, pour les succès de Laferrière et de Catherine Mavrikakis pour *Le ciel de Bay City*. Dans son livre sur les débats et polémiques francophones, Dominique Combe affirme que « la "littérature mondiale" du XXI^e siècle ne se fait pas à Paris, et encore moins à Montréal, Bruxelles, Genève ou Beyrouth, mais à Londres, New York, Toronto, Sydney et New Delhi » (2010, p. 14) ; n'empêche, Paris reste la capitale de la « république mondiale des lettres » francophones et pas seulement pour les auteurs dits du Sud :

On constate de façon encore plus évidente aujourd'hui que la littérature québécoise jouit d'une indépendance relative dans l'espace francophone, puisqu'elle possède ses propres systèmes d'édition, de légitimation, et de consécration. Mais cette autonomie institutionnelle, toute limitée qu'elle soit, n'a-t-elle pas eu comme effet pervers, jusqu'à un certain point de marginaliser cette littérature ? (Gauvin, 2010, p. 5)

Les écrivains et les spécialistes n'ont évidemment pas attendu le manifeste publié dans les pages du *Monde* le 16 mars 2007, qui annonçait le décentrement de Paris et sonnait le glas de la francophonie, pour critiquer le centralisme et dénoncer le paternalisme ou l'indifférence de Paris envers les écrivains dits francophones. En réaction à ce manifeste, Olivier Kemeid note sous forme d'affirmation « brutale » et non de question comme le fait Lise Gauvin :

Bref les voilà déclamant que ce n'est plus en France que ça se passe, mais que cela ne peut se passer... qu'en France. Ce faisant, ils dévoilent ce fait inéluctable : la francophonie a un seul centre, ce qui n'est ni le cas de l'anglophonie, ni celui de l'hispanophonie. Hors Paris, point de pôle permettant à l'écrivain francophone une diffusion décente, hormis de très rares exceptions. Le Liban, le Sénégal et le Québec ne font pas que peiner à faire vivre leurs écrivains : ils peinent à les faire lire (2010, p. 70).

Parmi les 44 signataires du manifeste, les trois écrivains québécois de diverses origines à l'avoir signé — Jacques Godbout, Dany Laferrière et Wajdi Mouawad — étaient déjà tous publiés en France en 2007.

Dans la mesure où « un manifeste qui ne susciterait aucune réaction serait par le fait même suspect » (Gauvin, 2000, p. 50), on peut lever tout soupçon pour celui-ci. Des spécialistes des littératures francophones au secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, Abdou Diouf, en passant par le futur président de la République française, Nicolas Sarkozy, élu deux mois plus tard, les réactions ont fusé de toutes parts. Que des politiciens aient réagi à ce manifeste ne fait que confirmer la difficulté de complètement dissocier la notion de francophonie des enjeux politiques qu'elle recouvre. En réponse à la réplique ferme et parfois ironique d'Abdou Diouf¹, Alain Mabanckou, qui a obtenu le Prix des cinq continents de la francophonie en 2005 pour *Verre cassé*, a voulu préciser dans un entretien accordé à *Libération* en juillet 2007 que le manifeste n'était pas « une croisade contre l'institution elle-même, comme l'a cru à tort le président Abdou Diouf », avouant que « nous avons besoin d'organisations de ce type pour la rencontre des cultures et l'avènement d'une identité fondée sur notre amour commun de la langue française et le respect des langues locales, particulièrement dans les anciennes colonies françaises » (Garcia et Julliard, 2007, p. 34). Si le manifeste ne souhaitait pas annoncer la « mort » de l'OIF en sonnant le glas de la francophonie, de quelle « fin » s'agissait-il ? On comprend bien que c'est la perception de la francophonie qui était en jeu, une perception « franco-française » qui ne changera certainement pas avec une simple modification terminologique.

Le Monde a d'entrée de jeu présenté « Pour une littérature-monde en français » comme « le manifeste de quarante-quatre écrivains en faveur d'une langue française qui serait "libérée de son pacte exclusif avec la nation" ». Une telle revendication paraît anachronique, tant l'argument a été mis de l'avant depuis

¹ Comme en témoigne cet extrait : « Mais vous me permettrez de vous faire irrespectueusement remarquer, mesdames et messieurs les écrivains, que vous contribuez dans ce manifeste, avec toute l'autorité que votre talent confère à votre parole, à entretenir le plus grave des contresens sur la francophonie, en confondant francocentrisme et francophonie, en confondant exception culturelle et diversité culturelle. Je déplore surtout que vous ayez choisi de vous poser en fossoyeurs de la francophonie, non pas sur la base d'arguments fondés, ce qui aurait eu le mérite d'ouvrir un débat, mais en redonnant vigueur à des poncifs qui décidément ont la vie dure » (Diouf, 2007, p. 24).

longtemps par des poètes, des romanciers et des critiques. Déjà, en 1962, dans le numéro spécial « Le français, langue vivante » de la revue *Esprit*, Camille Bourniquel et Jean-Marie Domenach présentaient comme suit leur projet :

Notre intention était seulement de prendre la mesure de la francophonie, sans l'enfermer dans une visée nationale, sans en faire quelque habile revanche d'un impérialisme frustré, mais au contraire en la situant d'emblée dans son contexte mondial, aux frontières des religions, des cultures et des politiques (p. 562-563).

C'est dans ce numéro que se trouve la phrase devenue célèbre de Senghor sur la langue française : « merveilleux outil, trouvé dans les décombres du Régime colonial » (p. 844). Le poète sénégalais y confiait également que la francophonie était pour lui cet « Humanisme intégral, qui se tisse autour de la terre : cette symbiose des “énergies dormantes” de tous les continents, de toutes les races, qui se réveillent à leur chaleur complémentaire » et le français, le « Soleil qui brille hors de l'Hexagone » (p. 844; je souligne). Critiquée dès le début des années 1960 comme une « machine néocoloniale », selon l'expression de l'écrivain algérien Kateb Yacine, la francophonie telle que définie par Senghor indiquait pourtant déjà la nécessité de « dé-nationaliser » le français. S'il était subversif à l'époque de dénoncer le projet senghorien d'un « *Commonwealth* à la française », il est devenu conforme de soulever le caractère problématique de la francophonie, qui oscille entre l'économique et le culturel, le politique et le littéraire, et qui représentera toujours — jusqu'à preuve du contraire — un effort de ralliement « à la fois trouble et généreux », pour emprunter les mots d'Édouard Glissant (2006, p. 169).

Un écrivain comme Kateb pouvait « contre-attaquer » en déclarant, dans un esprit polémique et conflictuel : « Je l'ai dit et redit dans la presse française : j'écris en français pour dire aux Français que je ne suis pas français » (1994, p. 132). En ce début du XXI^e siècle, il est devenu convenu de s'en prendre aux étiquettes, de rejeter la francophonie dans l'espoir d'être perçu comme un écrivain français, de blâmer Paris tout en rêvant obtenir l'un de ses prix. Il est de bon ton, peut-être même normal, de critiquer le legs des aînés, des pères fondateurs, de se croire plus contestataire qu'eux. Que ce soit les chantres de la francophonie ou de la négritude, ces derniers sont constamment l'objet d'attaques — directes ou détournées — de leurs « fils rebelles ». C'est peut-être oublier que sans la francophonie et sans un mouvement comme la négritude, la reconnaissance des écrivains francophones en France aurait sans doute été encore plus lente. Le manifeste des 44, qui ressemble à un coup de publicité annonçant la parution du collectif coordonné par Michel Le Bris et Jean Rouaud², aurait voulu nous faire croire que le « centre est désormais

² Les rédacteurs ne ratent effectivement pas l'occasion de mentionner la parution prochaine du collectif à la fin du manifeste. Thomas Spear, qui n'échappe pas non plus à la tentation de l'autopromotion, relève cette stratégie avec un brin de raillerie en rappelant qu'en 2002 : « Karthala published the collection of essays I edited, *La Culture française vue d'ici et d'ailleurs*. This volume

partout, aux quatre coins du monde », parce que tous les prix prestigieux de 2006 ont été décernés à des « écrivains d’outre-France³ ». En plus du fait évident que c’est toujours le centre qui détermine les auteurs « dignes d’intérêt », il est difficile de ne pas remarquer que les écrivains primés sont tous publiés par... le centre. Comme le souligne Thomas Spear, s’il y a eu évolution, puisque l’époque où seules les maisons d’édition comme L’Harmattan, Hatier, Karthala ou Présence africaine publiaient les auteurs dits francophones est révolue, la vraie révolution n’est pas pour demain : « [...] books published in Montreal or Brussels never appear on the shortlist for French literary prizes; we should not expect a “World Goncourt Prize” for a novel published in Dakar or Port-au-Prince to be forthcoming any time soon » (2010, p. 167). Dans un texte publié dans *Libération* en 2006, l’année où le Salon du livre de Paris a mis la francophonie à l’honneur, Abdourahman Waberi écrivait, d’une plume ironique et satirique qui n’en révélait pas moins la situation patente de l’écrivain postcolonial francophone et ses désirs inavoués :

J’écris en français pour que l’on continue à me poser sempiternellement la question : « Pourquoi écrivez-vous en français ? » J’écris en français parce que je n’ai pas d’autre langue d’écriture. [...] J’écris en français parce que je voulais être publié, primé dis-je !, célébré à Paris. [...] J’écris en français parce que je rêve de recevoir un jour le prix Goncourt (p. 7)⁴.

Quelques jours plus tard, Alain Mabanckou faisait paraître dans les pages du *Monde* un article intitulé « La francophonie, oui, le ghetto : non ! », dans lequel il confiait avoir longtemps rêvé de l’intégration de la littérature francophone dans la littérature française, mais admettait avoir eu tort :

La littérature francophone est un grand ensemble dont les tentacules enlacent plusieurs continents. Son histoire se précise, son autonomie éclate désormais au grand jour, surtout dans les universités anglophones. La littérature française est une littérature nationale. C’est à elle d’entrer dans ce grand ensemble francophone (2006b, p. 15).

L’écrivain congolais en concluait que « [l]a fratrie francophone est en route. Nous ne viendrons plus de tel pays, de tel continent, mais de telle langue » (p. 15). Alors que Mabanckou a flirté avec l’idée d’assumer son statut d’ « écrivain francophone », voilà qu’un an plus tard, il comptait, tout comme Waberi, parmi les signataires du

was well received despite the fact that Karthala is certainly not Gallimard and no manifesto was published in *Le Monde des livres* to accompany the book » (2010, p. 169).

³ Le Goncourt et le Grand Prix du roman de l’Académie française ont été décernés à Jonathan Littell pour *Les bienveillantes* (Gallimard), le Renaudot, à Alain Mabanckou pour *Mémoires de porc-épic* (Seuil), le Femina, à Nancy Huston pour *Lignes de faille* (Actes Sud) et le Goncourt des lycéens, à Léonora Miano pour *Contours du jour qui vient* (Plon).

⁴ Notons que dans son ouvrage sur les « questions, débats et polémiques », Dominique Combe (2010) attribue à tort cet article de Waberi à Mabanckou (voir p. 13-14 et p. 22), ce dernier ayant également signé un court texte dans le même numéro de *Libération* (voir Mabanckou, 2006a, p. 10).

manifeste qui annonçait « l'acte de décès de la francophonie ». Non seulement il l'a signé, mais il a défendu l'idée d'une « littérature-monde » qui est autant un calque de la *world literature* du monde anglo-saxon, inspiré de la *Weltliteratur* de Goethe, qu'un emprunt et un hommage au « tout-monde » de Glissant. De sérieuses contradictions se trouvent pourtant au cœur de cette récupération sémantique.

L'une des visées de la « littérature-monde » serait de s'ouvrir au monde pour sortir du « nombrilisme français », mais cette ouverture au monde se ferait exclusivement — et paradoxalement — en français. « De cette opération, avançait Jean-Pierre Cavallé dans *Libération*, l'idéologie de la francophonie ne sort pas vaincue, contrairement à la tonitruante proclamation, mais triomphante » (cité par Hargreaves, Forsdick et Murphy, 2010, p. 7). De plus, ce monolinguisme va à l'encontre de la *Weltliteratur* de Goethe, pour qui la dé-nationalisation de l'espace littéraire et la découverte du monde passent par la traduction. Le concept goethéen — idéalisé par les écrivains du manifeste qui y voient une solution à tous les maux de la francophonie — n'est lui-même pas dénué de contradictions. Typhaine Leservot écrit à ce propos :

From the outset, Goethe's world literature had a particularly problematic relationship with nationhood. Although Goethe saw *Weltliteratur* as the herald for the imminent obsolescence of national borders, he thought, paradoxically, that [...] every writer's talent depends above all on his national environment: "if a talent is to be speedily and happily developed, the great point is that a great deal of intellect and sound culture should be current in a nation" (2010, p. 39).

Leservot met aussi l'accent sur le francocentrisme de Goethe, qui considérait la littérature allemande comme étant provinciale et Paris comme le centre (p. 39-40), reconduisant les hiérarchies et les frontières qu'il aspirait à abolir. En sonnant le glas de la francophonie, les signataires ne se rendaient d'ailleurs pas compte que « the term *littérature-monde*, adopted in preference to it [*Francophonie*], had itself been killed off in its English-language form by [Gayatri] Spivak four years earlier [in *The Death of a Discipline*] » (Leservot, 2010, p. 42).

L'appellation proposée par le manifeste contredit également le concept glissantien du « tout-monde ». Si Glissant a signé le manifeste, il n'a cependant pas écrit un texte spécialement pour le collectif *Pour une littérature-monde*, qui ne fait que reprendre un entretien de l'écrivain martiniquais sur la poésie et la politique publié en 2003 (Le Bris et Rouaud, p. 77-86). Glissant a toujours été critique face à la francophonie, car pour lui « [c]'est au nom des multilinguismes que nous devons défendre nos langues et non pas au nom d'un monolinguisme intolérant » (1995, p. 104). Il est à cet égard intéressant de remarquer les positions divergentes de Glissant et de Mabanckou quant à leurs affinités littéraires : le premier se sent très proche de l'écrivain caribéen nobélisé de langue anglaise, Derek Walcott, alors que le second révèle, dans son texte pour le collectif, qu'entre Wole Soyinka et Céline,

l'un des deux lui est « étranger » et ce n'est certainement pas l'écrivain français (dans Le Bris et Rouaud, 2007, p. 61). Ce qui rend le Nigérian nobélisé « étranger » à Mabanckou est précisément la langue, en l'occurrence l'anglais, car c'est par le détour de la traduction qu'il a découvert Soyinka. L'« écrivain-monde » serait-il donc celui qui vante l'ouverture au monde, prétend « libérer » la langue française de la France, pour finalement revendiquer sa parenté avec un écrivain français ? Loin d'être « mondiale », cette perception semble être des plus franco-françaises.

Se voulant révolutionnaire, le concept contradictoire d'une « littérature-monde en français » ne proposait ni plus ni moins qu'une autre expression pour désigner la francophonie littéraire telle qu'elle est généralement perçue, c'est-à-dire un ensemble de corpus dont le point rassembleur est la langue française. Retour au point de départ ? Pire, selon François Ricard, pour qui le statut ambigu de la francophonie était cela même qui faisait son originalité et pouvait la rendre subversive :

[...] les auteurs du manifeste et de l'ouvrage collectif, souvent issus eux-mêmes de l'espace francophone, ne cessent de taper sur la francophonie comme sur le plus horrible des fléaux. Alors cette hypothèse méchante nous vient à l'esprit : la « littérature-monde » en français, c'est la littérature francophone de naguère, mais pacifiée, c'est-à-dire réconciliée avec la France, récupérée par le milieu littéraire parisien, ayant renoncé au statut problématique qui l'a toujours définie (et a toujours fait l'essentiel de son originalité), pour se satisfaire enfin de jouer le rôle que la métropole veut bien lui confier et pour lequel elle est prête à l'applaudir (2007, p. 17).

En plus d'avoir joué selon les règles du centre, le manifeste reprenait un discours qui témoignait d'un décalage temporel. « Ils sont un peu en retard, les gars » (2007, p. 90), a lancé Gilles Marcotte, le patriarche de la critique québécoise, après avoir appris avec étonnement que « la francophonie, pffuit, c'était fini, passé de mode » (p. 88). L'argument de l'exclusion des écrivains dits de la périphérie a en effet quelque chose d'excessif, même si on ne peut nier la condescendance ou le paternalisme de Paris. Moins « méchant » que sarcastique, Thomas Spear note, dans un texte publié en 2010 : « It is good that the manifesto should proclaim “la fin de la francophonie” in its institutional form. But in literature we have reached the end of the first decade of the twenty-first century. Hello? Don't the French publishing houses, even those in Paris, publish Francophone writers from all around the world? » (p. 165) Il est de fait curieux d'annoncer la mort de la francophonie au moment même où il y a une reconnaissance importante — et non exceptionnelle comme le suggère le manifeste — des écrivains francophones. Mabanckou est partout dans les médias parisiens (et montréalais) à chaque sortie de roman depuis son *Verre cassé* en 2005, sans parler de sa visibilité dans les universités. L'époque où Kateb Yacine se faisait dire dans les années 1950 que *Nedjma*, ce roman « étoile » devenu un classique de la littérature maghrébine de langue française, était impubliable paraît bien lointaine. Ou celle où Ahmadou

Kourouma devait remporter le Prix de la revue montréalaise *Études françaises*, en 1968, pour publier *Les soleils des indépendances* après le refus des éditeurs français. Encore plus lointaine l'époque où René Maran, précurseur de la négritude aux dires des pères de ce concept, créait un scandale qui allait provoquer sa démission d'un poste de fonctionnaire en Afrique en obtenant le premier Goncourt francophone pour *Batouala. Véritable roman nègre*, en 1921. Mabanckou lui-même parle de l'autonomie des littératures francophones qui éclate au grand jour dans les universités anglophones.

Il est vrai qu'il y a sûrement un paradoxe à constater que cet intérêt universitaire s'exprime de façon remarquable dans les pays anglo-saxons et beaucoup moins en France. Mais comme le suggère Lydie Moudileno, la tentation « *to trash* » — dans les deux sens du mot, c'est-à-dire « *to get rid of it* [*Francophonie*] but also *to speak badly about it* » (2010, p. 110) — n'est peut-être qu'un recyclage des mêmes pratiques culturelles derrière une nouvelle expression. Selon Moudileno, la « mort » appelée de tous leurs vœux par Michel Le Bris et les signataires pourrait avoir pour effet de rendre plus précaire l'autonomie somme toute relative des études francophones aux États-Unis :

Francophone studies has (*sic*) allowed us to expose students to a variety of texts and artists from the French-speaking world. Although it has undoubtedly found its place in our departments and curricula, its legitimacy remains fragile. Some of our colleagues would be only too happy to see “the end of Francophone studies” as the inevitable fate of a fad not in any way competitive with the good old canon. Can we, then, afford to trash the particular *Francophonie* we have fought hard to impose? (p. 122-123)

Bien que Moudileno soutienne que le combat pour la légitimation des études francophones n'est pas terminé (p. 123), il est clair, comme elle le précise, que la francophonie occupe une place considérable dans les départements américains. Or, cette dé-marginalisation évidente — et certainement souhaitée — n'est pas sans conséquence. Ce n'est plus un secret pour personne qu'il y a un certain marketing des « minorités » dans les universités et colloques anglo-saxons. Si les universités américaines ont le mérite de plus facilement s'ouvrir aux écrivains venus d'ailleurs et de manifester un intérêt réel pour les cultures minoritaires, le souci de l'image politique qui motive parfois cette ouverture ne manque pas de soulever plusieurs questions. Il est, de plus, difficile de ne pas voir la stratégie derrière l'importance accordée aux études francophones dans les départements français aux États-Unis, la langue de Molière étant en concurrence avec la montée de la popularité depuis plusieurs années de l'espagnol et, plus récemment et à un moindre degré (pour l'instant), de langues plus « exotiques » comme le chinois et l'arabe. La chercheuse américaine Elisabeth Ladenson — professeure à l'Université Columbia, donc dans l'une des universités privées les plus prestigieuses du pays au même titre que l'Université de Pennsylvanie où enseigne Lydie Moudileno — a abordé ces questions. Certes, on pourrait accuser Ladenson de prêcher pour sa paroisse dans

la mesure où ses recherches et ses cours portent sur des écrivains canoniques, dont elle défend ouvertement la qualité littéraire supérieure : « Le “politiquement correct”, et donc le problème dans tout cela, consiste non pas dans le fait que l’on a tendance à étudier les œuvres d’une Annie Ernaux, d’un Azouz Begag, d’un Daniel Pennac, mais qu’on les met sur le même plan qu’un Racine, qu’un Flaubert, qu’un Proust » (2006, p. 61). Dans sa critique de la « mode » de la francophonie, Ladenson dénonce en même temps la « mode » des écritures féminines ou féministes, du moins celles d’auteures non canoniques. Déclarant qu’« il est très mal vu, voire pratiquement impossible, de critiquer les mesures qu’on adopte pour recruter et retenir les étudiants, et [qu’il] est très difficile aussi d’afficher une opinion “politiquement incorrecte” sur les tendances actuelles dans les études aux niveaux supérieurs » (p. 51), la critique affirme que « l’apogée de l’emprise théorique sur les humanités » (p. 53) des années 1980 a été remplacée par celle de la francophonie, nouveau domaine « sexy » : « [...] la grande préoccupation dans les départements de français aux USA, et ceci depuis une bonne vingtaine d’années, c’est ce qu’il conviendrait peut-être d’appeler l’*altérophilie* » (p. 55). Aux facteurs économique (le nombre d’inscriptions) et politique (la promotion de la diversité) s’ajoutent les raisons idéologiques qui, selon Ladenson, auraient supplanté les critères esthétiques :

Le problème central n’est pas la mode de la francophonie en tant que telle, mais plutôt l’autre grand courant dans les études françaises aux USA, certainement très lié avec celui-là, et également dû à la Théorie. Il s’agit d’une démocratisation des lettres, un effort de recruter des étudiants en rendant les études littéraires plus reconnaissables et donc plus abordables, qui a comme effet (et d’ailleurs cause) principal de remplacer les critères esthétiques par des critères idéologiques (p. 56).

Sans déplorer, comme le fait Ladenson, l’intérêt pour l’altérité qui pousse les étudiants vers la francophonie ou les *cultural or gender studies*, il est par ailleurs difficile de nier la rectitude politique qui accompagne la valorisation des littératures francophones aux États-Unis. Mabanckou, qui enseigne à UCLA, n’est dès lors pas sans savoir que l’autonomie des littératures francophones dans les universités américaines ne concerne pas que des enjeux littéraires et culturels.

D’autres signataires du manifeste, dont l’auteure d’origine vietnamienne Anna Moï et Tahar Ben Jelloun, ont également idéalisé l’institution anglo-saxonne au point de faire des déclarations surprenantes, pour ne pas dire inexacts. Dans *Espéranto, désespéranto. La francophonie sans les Français*, Anna Moï convoquait ni plus ni moins Proust pour exprimer son désir d’être une « écrivaine tout simplement » :

Être écrivaine me suffirait ; mais je suis aussi écrivaine francophone. Comme Marcel Proust et Boualem Sansal. La francophonie est un concept exclusif dans le monde. Voyez : l’anglophonie n’existe pas.

Les Anglo-Saxons se gardent de brandir la promesse d'une adhésion à une communauté linguistique et culturelle. Nul ne propose aux écrivains d'embrasser l'anglophonie (2006, p. 53).

Dans le collectif *Pour une littérature-monde*, Tahar Ben Jelloun, qui a obtenu toutes les reconnaissances possibles (de l'institution littéraire, de ses pairs et des lecteurs) et qui occupe une position centrale dans le paysage culturel parisien, reprenait la même idée et renchérisait :

Les Anglais n'ont pas eu besoin de créer des institutions en vue de promouvoir l'« anglophonie ». Ils situent leurs écrivains nés hors de leurs frontières et écrivant en anglais comme des écrivains anglais. Il n'y a pas de débat, pas de conflit, pas d'ambiguïté (dans *Le Bris* et Rouaud, 2007, p. 121).

Pas de débat, pas de conflit, pas d'ambiguïté ? Rien n'est moins sûr. C'est ignorer les discussions et les polémiques liées à la « Commonwealth literature », dont fait mention pour sa part Michel Le Bris (p. 34). Curieusement, Moï et Ben Jelloun citent tous deux Salman Rushdie comme l'exemple de l'écrivain d'origine étrangère perçu et considéré sans problème comme un écrivain anglais. Pourtant, Rushdie a lui-même déjà dénoncé le ghetto que formait la « Commonwealth literature », cette communauté littéraire dans laquelle on a voulu l'enfermer et qui exclut d'emblée l'intouchable littérature anglaise, « the great sacred thing itself » (1991, p. 62), comme si l'Angleterre ne faisait pas partie du Commonwealth. L'écrivain d'origine indienne a intitulé son texte « “Commonwealth Literature” Does Not Exist », ce qui relevait davantage d'un souhait que de la réalité puisqu'il concluait en précisant : « “Commonwealth literature” should not exist » (p. 70). L'expression n'est plus à la mode, ayant été remplacée par d'autres, qui ne servent pas moins à distinguer les écrivains anglais — ou américains — des « autres ». Quant à la place de Rushdie — qui n'hésite pas à se dire *aussi* écrivain indien — au sein des lettres anglaises, nul n'ignore que la notoriété internationale (sans guillemets ici) est le garant d'une position au centre des centres.

D'une polémique à l'autre

Alors que sa contribution au collectif *Pour une littérature-monde* n'avait pas vraiment de lien avec le manifeste qu'il avait signé, Dany Laferrière reprenait le titre du livre dans un texte publié dans *La Presse* en juin 2007. Présentant le manifeste comme une « bombe tombée au milieu du jardin français » (p. 7), il concluait son article en soulignant la portée révolutionnaire de ce « mouvement » :

Le Monde et Gallimard : on est enfin au cœur du centre. Pourquoi ? L'une des raisons, c'est que le mouvement est mené par quelques intellectuels français qui ont ouvert la porte de Troie pour que le cheval d'Ulysse puisse entrer. Voilà pourquoi on commence à Paris à entendre ces écrivains, malgré leur fort accent. Est-ce trop tard ? (p. 7)

Les écrivains francophones se trouvent « enfin » au centre et on « commence » à les remarquer à Paris, comme s'il n'y avait pas eu Césaire, Senghor et Damas, comme si Glissant n'avait pas reçu le Renaudot en 1958 pour son premier roman, *La lézarde*, comme si Marie-Claire Blais n'avait pas obtenu le Médicis pour *Une saison dans la vie d'Emmanuel* en 1966, comme si Antonine Maillet n'avait pas reçu le Goncourt en 1979 pour *Pélagie-la-Charrette*, comme si Anne Hébert n'avait pas eu le Femina pour *Les fous de Bassan* en 1982, comme si Senghor n'avait pas été élu à l'Académie française en 1983, comme si Ben Jelloun — le camarade signataire de Laferrière — ne s'était pas mérité le Goncourt pour *La nuit sacrée* en 1987, comme si René Depestre n'avait pas eu le Renaudot en 1988 pour *Hadriana dans tous mes rêves*, comme si Patrick Chamoiseau n'avait pas obtenu le Goncourt pour *Texaco* en 1992, comme si Assia Djebar n'avait pas été reçue à l'Académie en 2005... Laferrière écrit son article comme s'il ne savait pas tout cela. L'écrivain lucide qu'il est, à la fois observateur attentif et lecteur boulimique, est bien sûr au courant de tout cela. Il termine d'ailleurs son article par cet aveu qui n'est pas loin de transformer la « bombe » en étincelle :

Il faut reconnaître que cette connaissance du monde de ces écrivains qui viennent, pour la plupart, de pays en difficulté économique, n'a été possible que grâce au patient travail de ces gens de terrain (les attachés culturels et les représentants des institutions internationales francophones disséminés un peu partout dans le monde) qui ont porté, à bout de bras, le rêve de la francophonie. Ce sont eux qui ont permis à ces écrivains de quitter leur village, parfois leur prison, pour aller raconter leurs histoires aux lecteurs du monde (2007, p. 7).

À lire ces phrases, la francophonie est non seulement porteuse d'espoir mais aussi de rêves, et envisager sa « mort » serait catastrophique plutôt que bénéfique pour les écrivains. Depuis le Médicis pour *L'énigme du retour*, qui élevait Césaire en père spirituel juste un an après la mort du poète⁵, Laferrière lui-même a été élu à l'Académie française en 2013 et officiellement « immortalisé » en 2015, allant ainsi rejoindre Senghor dans « l'institution française la plus explicitement et nationalement normative » (Ladenson, 2006, p. 52).

Si Laferrière a accédé à la célébrité en France en 2009 seulement, il était déjà fort connu au Québec depuis son premier roman explosif paru en 1985, *Comment faire l'amour avec un Nègre sans se fatiguer*, devenant ensuite, à son grand dam, un nom incontournable des écritures migrantes. Bien avant le « malentendu francophone » (Gauvin, 2007, p. f5) créé par le manifeste, il y a eu le malentendu québécois lié aux écritures migrantes, en 1997, entourant *L'arpenteur et le navigateur* de Monique LaRue, publié en 1996. Il est pour le moins malheureux, après les attaques et les dérapages qui ont fait couler beaucoup d'encre, de lire, en 2010, cette affirmation du chercheur français Dominique Combe,

⁵ Rappelons ici que Césaire a non seulement obtenu des obsèques nationales en 2008, mais il est aussi entré au Panthéon en 2011.

qui n'est accompagnée d'aucun commentaire ni d'aucune précision : « Monique LaRue, romancière et essayiste, accuse la critique et les éditeurs de favoriser les “Néo-Québécois”, qui bénéficient d'un effet d'exotisme, comme les romanciers francophones antillais ou maghrébins à Paris » (p. 205). Entre Montréal et Paris, quelque chose semble s'être perdu, et pas dans la traduction... La mise en scène par LaRue d'un ami écrivain xénophobe qui trouve que les immigrants sont « injustement privilégiés par les jurys littéraires » (LaRue, 1996, p. 7) a déclenché, on le sait, l'ire de Ghila Sroka, à l'époque fondatrice et directrice de *Tribune juive*⁶, qui a accusé l'écrivaine québécoise d'avoir « dépassé Le Pen en se masquant derrière son personnage qui lui dicte sa pensée comme si elle redoutait de parler en son propre nom » (citée par Dumont, 2003, p. 101). Avec un article virulent au titre provocateur — « De LaRue à la poubelle » —, Sroka lançait ce qui allait être appelé « L'affaire LaRue » et qui était en fait, pour reprendre les mots de Simon Harel, « le témoignage d'une navrante interdiction de penser » (2005, p. 35). Sans revenir sur les détails de la polémique, il importe sans doute de rappeler que *L'arpenteur et le navigateur*, texte d'une conférence prononcée par Monique LaRue en 1996 dans le cadre des activités organisées par le Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises (CRILCQ), tentait de lancer une discussion sur la nécessité de (re)définir la littérature québécoise :

Lorsque la conférencière [LaRue] écrit que les propos de l'écrivain [son ami] qu'elle cite sont justes « en un certain sens », elle renvoie au fait que plusieurs références culturelles québécoises restent étrangères à certains écrivains immigrants (comme c'est le cas, par exemple, pour la narratrice de *La Québécoise* de Régine Robin), mais aussi, plus largement, elle évoque le problème de la situation actuelle de la littérature québécoise, c'est-à-dire le fait que plusieurs textes contemporains (et pas seulement écrits par des immigrants) ne s'inscrivent pas dans le réseau intertextuel qui a historiquement défini cet ensemble (Dumont, 2003, p. 102).

Le questionnement proposé dans le court essai de LaRue concernait donc le lien entre la littérature et la nation, ce qui sera, 10 ans plus tard, également au cœur du manifeste publié dans *Le Monde*.

Au Québec, l'engouement pour les écritures migrantes a permis de mettre en lumière l'effacement d'une « spécificité » du corpus québécois et l'éclatement de la question nationale en littérature, qui ne sont pas, comme le souligne la citation de François Dumont, le seul fait des auteurs immigrants. Attribuer aux écrivains venus d'ailleurs le pouvoir de cette fonction sans considérer l'évolution même de la littérature québécoise, c'est donner des arguments à des gens nourris de ressentiment comme le personnage de LaRue. Si les auteurs dits migrants ont à eux seuls apporté le renouvellement tant attendu par certains et les changements non souhaités par d'autres, ils seraient par conséquent les seuls responsables, selon le

⁶ Ghila Sroka est décédée en 2014.

cas, du succès ou de l'échec de la littérature québécoise. Le même raisonnement vaut aussi pour les enjeux identitaires, comme le faisait remarquer Harel dans *Le voleur de parcours* : « Il faut pourtant se méfier d'un autre discours qui ferait de l'étranger un porte-parole privilégié pouvant résoudre à lui seul la problématique de l'identité québécoise » (1999 [1989], p. 36-37).

En mettant en scène les propos de son ami écrivain nationaliste, qu'elle associe à la figure de l'arpenteur par opposition à celle du navigateur, LaRue soulevait des préoccupations qui alimentent depuis plusieurs années les réflexions sur les littératures francophones et qui ont récemment été relancées par le manifeste des 44. Les littératures, même les plus grandes, ne sont sans doute plus nationalistes mais demeurent nationales, c'est-à-dire liées à une langue, qui est elle-même liée à un territoire et à une culture, d'où la difficulté pour les littératures francophones, comme l'a montré Michel Beniamino dans *La francophonie littéraire*, de s'imposer dans l'institution littéraire française, bien qu'écrites en français. La résistance de l'université en France face aux corpus francophones relève d'« une *vision nationaliste* de la littérature » (Beniamino, 1999, p. 95). Les littératures francophones dérangent, non pas tant à cause de la portée transgressive des œuvres — les premières ont souvent été qualifiées d'« imitation » —, mais parce qu'elles obligent à une redéfinition du corpus français et de ses outils d'analyse. Même si la résistance est aujourd'hui moins forte, comme le prouve le nombre grandissant de travaux et de colloques en France, les littératures francophones ne s'intègrent pas aussi facilement au champ littéraire français que l'ont été les écritures migrantes au Québec. Bien sûr, le vaste corpus que représente la francophonie littéraire dite du Sud, avec sa diversité et ses différentes aires géographiques, est incomparable au corpus migrant québécois et complique le rapport déjà complexe de ces littératures — nées, faut-il le répéter, dans un contexte colonial — avec l'institution française. La comparaison rendrait risible la déclaration de l'ami nationaliste de LaRue, selon lequel « nos institutions littéraires sont en train de se laisser envahir par les écrivains immigrants » (LaRue, 1996, p. 7).

La portée nationale de la littérature, que l'on attribue aisément au Québec, mais qui n'est pas absente en France, permet une comparaison plus juste. Certes, au Québec, les sensibilités, voire les susceptibilités en ce qui concerne la question nationale ou linguistique donnent quelquefois lieu à des accusations absurdes, comme celles contre Marco Micone pour son poème « Speak What », réponse en forme de réécriture à un poème phare de la littérature québécoise. Micone, on le sait, a été accusé de plagiat parce que son poème aurait, aux dires de Jacques Lanctôt, été « calqué en tous points sur le célèbre *Speak White* de Michèle Lalonde sans que celle-ci — ni l'éditeur d'ailleurs — ait été consultée » (cité par Gauvin, 2000, p. 61). On se demande ici si Césaire — pour ne nommer qu'un exemple fameux de réécriture parodique des lettres francophones — a consulté Shakespeare pour son « adaptation nègre » de *La Tempête*. En dépit de cette controverse et de « L'affaire LaRue », l'intérêt pour les écritures migrantes témoigne d'un désir

d'inclusion, que voulait mettre en relief l'appellation retenue au détriment d'expressions comme « littérature migrante » ou « littérature des communautés culturelles », qui distingueraient le corpus migrant de la littérature québécoise. D'aucuns seraient tentés de dire que les écritures migrantes au sein de la littérature québécoise créent une sous-catégorie, un département, mais la place acquise des auteurs migrants dans l'imposante *Histoire de la littérature québécoise* (Biron, Dumont et Nardout-Lafarge, 2007), dans les manuels d'enseignement et dans les journaux québécois (Lafferrière et Kim Thúy sont impossibles à manquer dans les médias depuis plusieurs années) rend obsolète la question de la pertinence ou non des catégories : les écrivains migrants sont là et enrichissent, au même titre que les écrivains dits de « souche », la littérature québécoise contemporaine. Il est à ce propos étonnant de lire Régine Robin, auteure du roman devenu emblématique des écritures migrantes, *La Québécoise*, s'interroger, dans un livre publié en 2011, sur la place des écrivains de la migration au Québec :

Dans l'*Histoire de la littérature québécoise*, un ouvrage récent datant de 2007, écrit-elle, la catégorie figure en page 561 (l'ouvrage comporte 629 pages en version de poche de 2010), à la toute fin, et tient en 6 pages, se terminant sur l'épuisement de la notion bien mise en valeur par Simon Harel. Six pages sur 629, dans sa catégorie bien à elle, petite verrue posée sur le visage lisse de l'institution littéraire. Quelle place pour les écrivains de la migration ? (p. 295)

Un peu plus loin, Robin propose justement le manifeste des 44 comme remède à la « petite verrue » que représentent, à son avis, les écritures migrantes dans le champ littéraire québécois. Suggérant que « [l]e manifeste fait montre d'une belle espérance » (p. 313), elle ajoute :

Il pourrait être enfin la solution aux écritures migrantes, en obligeant le champ littéraire québécois à sortir de ses complexes, de son sempiternel sentiment de fragilité et de précarité, en intégrant véritablement les écrivains de la migration, non pas comme la petite verrue sur les flancs du grand champ primordial, non pas comme de nouveaux adeptes d'une saga nationale, mais comme des écrivains vivant ici et qui sont, par la confrontation des imaginaires, des intertextes et des mémoires, producteurs, le plus souvent, d'écritures hybrides (p. 313-314).

Cette proposition détonne, contraste avec la plupart des réactions suscitées par le manifeste. Difficile, par ailleurs, de ne pas voir derrière cette générosité qui accorde à un manifeste aux arguments faibles et contradictoires un tel pouvoir, un prétexte pour Robin d'accuser les institutions québécoises de manque d'ouverture, d'exclusion, et ce, malgré la bonne fortune des écritures migrantes au Québec.

What now?

Le « découragement » de Régine Robin — si on peut l'appeler ainsi — semble en partie lié au fait que même certains spécialistes des écritures migrantes prônent un retour au lieu, au « territoire » : « Simon Harel va partout répétant qu'après ces constants éloges de l'éclatement, il faudrait revenir à la reterritorialisation. Certes, il n'envisage pas ce mouvement comme un retour à l'enracinement, à la régression identitaire, mais la constance de ses mises en garde attire l'attention [...] » (Robin, 2011, p. 273). Ordre ou désordre des choses, Harel est effectivement désormais l'un des chercheurs les plus critiques sur le sujet. Mais ce revirement ne surprend pas tout à fait, puisque dans *Le voleur de parcours*, il privilégiait déjà la notion d'*altération*, prise de conscience de l'autre qui oblige à une confrontation avec sa propre étrangeté, à celle d'*altérité*, ouvrant la voie à la projection identitaire (p. 298). Admettant avoir lui-même « embrassé la notion d'écriture migrante, au détriment de celle de littérature des communautés culturelles » (2005, p. 38), Harel écrit dans *Les passages obligés de l'écriture migrante* :

L'euphorie qui a entouré ce passage de l'identité à l'identitaire et de la revendication territoriale à l'écriture migrante est déconcertante : la valorisation de la migration est à questionner parce qu'elle se veut l'envers de la commémoration de la tradition. Quelque chose a bougé de manière forte dans le Québec des années quatre-vingt ; mais cette transformation s'est jouée sous la forme de la confusion et de l'hésitation. L'écriture migrante est devenue un fait de discours. Pour cette raison, elle a acquis une valeur générique — ce qui risque d'en faire, dans le pire des cas, une *doxa* bien rassurante (p. 39).

En faisant observer l'épuisement, voire l'impasse du concept devenu aussi rassurant que commode, le critique inscrit son propos dans un constat qui n'est plus isolé au sujet de la valorisation « excessive » de l'autre, ou de plusieurs « autres », en Amérique du Nord. On assisterait selon plusieurs à une sorte de « tourisme » de l'altérité, l'image du « touriste » étant présente chez Harel autant que chez Elisabeth Ladenson à propos de la francophonie. Harel n'est évidemment pas le seul au Québec à s'inquiéter de cette appropriation institutionnelle. Pierre Ouellet parle d'une « fétichisation des figures d'altérité » (dans Ouellet et Harel, 2007, p. 185) et Dominique Garand affirme que « la marge est [devenue] payante » (2004, p. 399). Dans le monde anglo-saxon, la popularité du « postcolonialisme » a depuis des années créé ce que certains ont appelé un « marketing académique » (McClintock, 1994, p. 299). Figure incontournable de la critique postcoloniale, Gayatri Chakravorty Spivak constate pourtant, dès la fin des années 1990, que les études postcoloniales sont devenues un « ghetto » de « sous-disciplines » solidement implanté dans l'université (1999, p. 1). Elisabeth Ladenson se désole pour sa part de constater « l'altérophilie » s'emparer des départements de français aux États-Unis.

Ces constats lucides ne répondent malheureusement pas à d'autres questions : comment nourrir un intérêt pour ces corpus sans tomber, comme le dit Harel, dans le piège des discours « affamés d'images d'harmonie plurielle et de diversité » (dans Ouellet et Harel, 2007, p. 374) ? Comment lire, comment étudier, comment enseigner les écritures migrantes ou francophones sans passer pour un « touriste » au pays de l'altérité qui profite des marges « payantes » ? S'il est vrai que signaler l'excès d'enthousiasme pour les écritures migrantes ne veut pas dire « dénoncer l'intérêt porté à une littérature qui le mérite amplement » (Harel, 2005, p. 69), comment critiquer la récupération de l'autre comme « attraction touristique » sans minimiser — délibérément ou non — l'importance des œuvres ? Que faire à l'heure où l'écrivain migrant se revendique « écrivain tout court », où l'écrivain francophone se réclame « écrivain-monde » en français, mais sans la francophonie, et où les spécialistes (et les détracteurs) de l'altérité s'élèvent de plus en plus contre l'exotisation, voire l'instrumentalisation de l'« autre » dans les universités ? Créer (ou revenir à) des départements et programmes de « littératures tout court » ? Plutôt que de profiter aux auteurs en question, ne serait-ce pas là justement, comme le souligne Lydie Moudileno, faire plaisir aux adversaires de la francophonie, c'est-à-dire à ceux pour qui un écrivain dit francophone ne pourra jamais égaler un écrivain français classique ?

Bien que les catégories existantes distinguent les auteurs et accentuent leurs différences ou leurs origines, elles leur ont, en revanche, donné une visibilité appréciable que l'on ne saurait comparer à une « petite verrue ». Condamner les propos xénophobes ou racistes que les polémiques ou débats sur ces catégories peuvent provoquer est bien sûr nécessaire. Et qui ne rêve pas d'un réel décentrement pour les littératures de langue française ? Mais faire de l'écrivain migrant une constante victime des institutions québécoises ou de la projection narcissique du lecteur québéco-québécois ; ou encore de l'écrivain francophone une victime de la francophonie, « dernier avatar du colonialisme » (Collectif, 2007, p. LIV2), n'est-ce pas aussi participer à une forme de marginalisation ? voire faire preuve de paternalisme ? Les écrivains — « migrant », « monde » ou « francophone » — sont des sujets conscients de leur talent et qui n'hésitent parfois pas à jouer le jeu des coups d'éclat ou des déclarations à l'emporte-pièce pour accompagner une publication ou accroître leur popularité. Certains « fossoyeurs de la francophonie », pour reprendre l'expression d'Abdou Diouf, ont pratiquement vanté les mérites de cette institution à la suite des nombreuses réactions. Faut-il voir en eux des victimes d'exclusion de toutes parts ou de fins stratèges qui arrivent à tirer leur épingle du jeu ? Bref, le manifeste, s'il a bel et bien fait parler de lui, n'a apporté de solution ni à la réception des œuvres dites francophones ni aux écritures migrantes du Québec. En fait, la question est de savoir qui a vraiment souhaité la « fin » de la francophonie.

BIBLIOGRAPHIE

- Beniamino, Michel. 1999. *La francophonie littéraire. Essai pour une théorie*. Paris : L'Harmattan. Coll. « Espaces francophones », 462 p.
- Biron, Michel, François Dumont et Élisabeth Nardout-Lafarge. 2007. *Histoire de la littérature québécoise*. Montréal : Boréal, 689 p.
- Bourniquel, Camille et Jean-Marie Domenach (dir.). 1962. « Le français, langue vivante ». *Esprit*, no 311, p. 561-871.
- Collectif (manifeste de 44 écrivains). 2007. « Pour une "littérature-monde" en français ». *Le Monde*, 16 mars, p. LIV2.
- Combe, Dominique. 2010. *Les littératures francophones. Questions, débats, polémiques*. Paris : Presses universitaires de France. Coll. « Licence Lettres », 242 p.
- Desmeules, Christian. 2008. « L'art poétique de Dany Laferrière ». *Le Devoir*, 12 avril. En ligne. <http://www.ledevoir.com/culture/livres/184700/l-art-poetique-de-dany-laferriere>.
- Diouf, Abdou. 2007. « La francophonie, une réalité oubliée ». *Le Monde*, 20 mars, p. 24.
- Dumont, François. 2003. « *L'arpenteur et le navigateur* : les ambiguïtés d'un essai romanesque ». *Voix et images*, vol. 28, no 2, p. 98-108.
- Garand, Dominique. 2004. *Accès d'origine ou Pourquoi je lis encore Groulx, Basile, Ferron...* Montréal : Hurtubise HMH, 450 p.
- Garcia, Laure et Claire Julliard. 2007. « La "littérature-monde" en français : un bien commun en danger ». *Libération*, 14 juillet, p. 34-35.
- Gauvin, Lise. 2000. *Langagement. L'écrivain et la langue au Québec*. Montréal : Boréal, 254 p.
- . 2007. « Le malentendu francophone ». *Le Devoir*, 2 juin, p. f5.
- . 2010. « La littérature québécoise en regard des autres littératures francophones : enjeux et configurations d'un rhizome ». *Québec Studies*, vol. 49 (printemps-été), p. 3-7.
- Glissant, Édouard. 1995. *Introduction à une poétique du divers*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 107 p.
- . 2006. *Une nouvelle région du monde. Esthétique 1*. Paris : Gallimard, 216 p.
- Harel, Simon. 1999 [1989]. *Le voleur de parcours. Identité et cosmopolitisme dans la littérature québécoise contemporaine*. Montréal : XYZ éditeur. Coll. « Documents », 334 p.

- . 2005. *Les passages obligés de l'écriture migrante*. Montréal : XYZ éditeur. Coll. « Théorie et littérature », 250 p.
- Hargreaves, Alec G., Charles Forsdick et David Murphy. 2010. « Introduction: What Does *Littérature-monde* Mean for French, Francophone and Postcolonial Studies? ». Dans *Transnational French Studies: Postcolonialism and Littérature-monde*. Sous la dir. d'Alec G. Hargreaves, Charles Forsdick et David Murphy. Liverpool : Liverpool University Press, p. 1-11.
- Kateb, Yacine. 1994. *Le poète comme un boxeur. Entretiens 1958-1989*. Paris : Seuil, 184 p.
- Kemeid, Olivier. 2010. « Une résistance classique ». Dans *Les littératures de langue française à l'heure de la mondialisation*. Sous la dir. de Lise Gauvin. Montréal : Hurtubise, p. 69-77.
- Ladenson, Elisabeth. 2006. « Le “politiquement correct” dans les études françaises aux États-Unis ». *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, no 58, p. 49-63.
- Laferrière, Dany. 2002 [1985]. *Comment faire l'amour avec un Nègre sans se fatiguer*. Montréal : TYPO, 176 p.
- . 2000. *J'écris comme je vis. Entretien avec Bernard Magnier*, Montréal : Lanctôt éditeur, 247 p.
- . 2001 [2000]. *Je suis fatigué*. Montréal : Lanctôt éditeur, 144 p.
- . 2007. « Pour une littérature monde ». *La Presse, Arts et spectacles*, 3 juin, p. 7.
- . 2009 [2008]. *Je suis un écrivain japonais*. Montréal : Boréal. Coll. « Boréal compact », 264 p.
- . 2009. *L'énigme du retour*. Montréal : Boréal, 289 p.
- LaRue, Monique. 1996. *L'arpenteur et le navigateur*. Montréal : Fides. Coll. « Les grandes conférences », 30 p.
- Le Bris, Michel et Jean Rouaud (dir.). 2007. *Pour une littérature-monde*. Paris : Gallimard, 342 p.
- Leservot, Typhaine. 2010. « From *Weltliteratur* to World Literature to *Littérature-monde*: The History of a Controversial Concept ». Dans *Transnational French Studies: Postcolonialism and Littérature-monde*. Sous la dir. d'Alec G. Hargreaves, Charles Forsdick et David Murphy. Liverpool : Liverpool University Press, p. 36-48.
- Mabanckou, Alain. 2006a. « J'interpellais Ronsard pour faire la cour ». *Libération*, 16 mars, no 7730, p. 10.
- . 2006b. « La francophonie, oui, le ghetto : non ! ». *Le Monde*, 20 mars, p. 15.

- Marcotte, Gilles. 2007. « Belge ou pas ? ». *L'Inconvénient*, no 29, mai, p. 87-90.
- Mavrikakis, Catherine. 2008. *Le ciel de Bay City*. Montréal : Hélotrope, 292 p.
- McClintock, Anne. 1994. « The Angel of Progress: Pitfalls of the Term “Post-colonialism” ». Dans *Colonial Discourse and Post-Colonial Theory. A Reader*. Sous la dir. de Patrick Williams et Laura Chrisman. New York : Columbia University Press, p. 291-304.
- Moï, Anna. 2006. *Espéranto, désespéranto. La francophonie sans les Français*. Paris : Gallimard, 67 p.
- Moudileno, Lydie. 2010. « Francophonie: Trash or Recycle ? ». Dans *Transnational French Studies: Postcolonialism and Littérature-monde*. Sous la dir. d'Alec G. Hargreaves, Charles Forsdick et David Murphy. Liverpool : Liverpool University Press, p. 109-124.
- Ouellet, Pierre et Simon Harel (dir.). 2007. *Quel autre ? L'altérité en question*. Montréal : VLB éditeur. Coll. « Le soi et l'autre », 378 p.
- Pineau, Gisèle. 1998. « Le Sens de mon écriture... ». *LittéRéalité*, vol. 10, no 1, p. 135-136.
- Ricard, François. 2007. « Sur une littérature-monde ». *L'Atelier du roman*, no 52, décembre, p. 13-18.
- Robin, Régine. 1993 [1983]. *La Québécoise*. Montréal : TYPO, 229 p.
- . 2011. *Nous autres, les autres. Difficile pluralisme*. Montréal : Boréal. Coll. « Liberté grande », 247 p.
- Rushdie, Salman. 1991. *Imaginary Homeland: Essays and Criticism 1981-1991*. New York : Penguin Books, 432 p.
- Sarkozy, Nicolas. 2007. « Pour une francophonie vivante et populaire ». *Le Figaro*, 22 mars, p. 14.
- Senghor, Léopold Sédar. 1962. « Le français, langue de culture ». *Esprit*, no 311, novembre, p. 837-844.
- Spear, Thomas. 2010. « (R)Evolution ». Dans *Transnational French Studies: Postcolonialism and Littérature-monde*. Sous la dir. d'Alec G. Hargreaves, Charles Forsdick et David Murphy. Liverpool : Liverpool University Press, p. 164-177.
- Spivak, Gayatri Chakravorty. 1999. *A Critique of Postcolonial Reason: Toward a History of the Vanishing Present*. Cambridge : Harvard University Press, 449 p.
- Waberi, Abdourahman. 2006. « Parce que je suis un pur produit postcolonial ». *Libération*, 16 mars, p. 7.

Notice biobibliographique

Ching Selao est professeure agrégée au Département de langues romanes de l'Université du Vermont, aux États-Unis, où elle enseigne les littératures francophones et québécoise. Elle a publié un livre, *Le roman vietnamien francophone. Orientalisme, occidentalisme et hybridité* (Presses de l'Université de Montréal, 2011), et dirigé un numéro sur « La figure du père dans les littératures francophones », paru dans *Études françaises* (vol. 52, no 1, 2016). En collaboration avec Lise Gauvin, Cécile Van den Avenne et Véronique Corinus, elle a aussi codirigé l'ouvrage *Littératures francophones. Parodies, pastiches, réécritures* (Lyon, ENS Éditions, 2013). Ses articles sur différents écrivains de langue française sont parus dans divers ouvrages collectifs et revues universitaires. Elle est présentement chroniqueuse à *Voix et Images* et travaille à l'écriture d'un deuxième livre dont le titre provisoire est *La réception des écrits d'Aimé Césaire et de Frantz Fanon au Québec. De Gaston Miron à Dany Laferrière*.